

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/408
26 juillet 2001

(01-3538)

MADAGASCAR – ACCORD SUR LES VALEURS MINIMALES EN CE QUI CONCERNE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

Demande de dérogation

Décision du 18 juillet 2001¹

Tenant compte de la demande de dérogation aux obligations découlant de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord sur l'évaluation en douane), présentée par Madagascar en vue de conserver provisoirement les valeurs minimales établies pour les produits identifiés ci-dessous, et

Notant:

- que Madagascar est Membre de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord sur l'évaluation en douane) et a invoqué le paragraphe 1 de l'article 20 dudit accord le 17 novembre 1995 et, devait donc appliquer les dispositions de l'Accord le 17 novembre 2000;
- que Madagascar a aussi invoqué, le 17 novembre 1995, le paragraphe 2 de l'annexe III de l'Accord sur l'évaluation en douane;
- que Madagascar a présenté à bon droit sa demande figurant dans le document G/C/W/259 et qu'elle a l'intention de faire cette réserve sur une base limitée et à titre transitoire;
- que, à tous autres égards, Madagascar applique pleinement l'Accord sur l'évaluation en douane depuis le 17 novembre 2000;
- que cette dérogation visant à conserver provisoirement les valeurs minimales ne s'appliquera qu'aux marchandises usagées spécifiées à l'annexe 1, et que Madagascar a indiqué qu'il s'agirait de sa seule demande en vue de conserver les valeurs minimales;
- que Madagascar a publié et mis à la disposition du public les sources de données, les méthodologies, la base, les critères et tous autres renseignements pertinents utilisés pour déterminer les valeurs minimales pour les marchandises usagées spécifiées à l'annexe 1;
- que Madagascar a l'intention d'utiliser la période de validité de la dérogation pour développer des compétences dans des techniques telles que la gestion des risques et la vérification afin d'être en mesure d'appliquer l'Accord sur l'évaluation en douane aux marchandises usagées spécifiées à l'annexe 1, d'ici à la fin de ladite période;

¹ Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

- que Madagascar mettra en œuvre et appliquera d'ici au 17 novembre 2003 le paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données²;
- que Madagascar n'utilise pas, et ne prévoit pas d'utiliser, des services d'inspection avant expédition aux fins de l'évaluation en douane;
- les procédures établies aux paragraphes 3 et 4 de la section B.1 du document G/VAL/5;

Eu égard aux principes directeurs à suivre pour l'examen des demandes de dérogation adoptés le 1^{er} novembre 1956³, au Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, et aux paragraphes 3 et 4 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce;

Les Membres, agissant en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décident ce qui suit au vu des circonstances exceptionnelles énoncées ci-dessus:

1. Sous réserve des modalités et conditions énoncées ci-après, Madagascar peut utiliser les valeurs minimales officiellement établies pour l'évaluation en douane des marchandises usagées énumérées à l'annexe 1 jusqu'au 17 novembre 2003 au plus tard;
2. Madagascar n'appliquera pas de valeurs minimales à d'autres produits;
3. Madagascar publiera et mettra à la disposition du public tous amendements ou modifications apportés à la base, aux critères et aux autres renseignements susmentionnés 60 jours avant la mise en œuvre de ces modifications et n'appliquera celles-ci aux importations admises sur son territoire douanier qu'au terme du délai de notification de 60 jours; et
4. La présente décision est sans préjudice des droits et obligations de Madagascar au titre des Accords de l'OMC, notamment de ceux qui découlent de l'Accord sur l'évaluation en douane.

² G/VAL/5.

³ L/532.

ANNEXE 1

ex401210R10	Pneus rechapés (usagés) pour voitures tourisme
ex401210R20	Pneus rechapés autres (usagés)
ex401220L10	Pneus rechapés (usagés) pour voitures tourisme
ex401220L20	Pneus usagés autres
760200W00	Déchets et débris d'aluminium
ex8701	Tracteurs routiers, usagés
ex8702	Véhicules transport de personnes, usagés
ex8703	Voitures tourisme, usagées
ex8704	Véhicules transport de marchandises, usagés
ex870600K10	Châssis et moteurs pour voitures tourisme, usagés
ex870600K21	Châssis et moteurs pour véhicules de 4T et plus charge utile, usagés
ex870600K29	Châssis et moteurs autres, usagés
ex870710W00	Carrosseries voitures tourisme, usagées
ex870790X00	Carrosseries autres, usagées
ex870810N00	Pare-chocs et leurs parties, usagés
ex870821L00	Ceintures de sécurité, usagées
ex870829R00	Autres, usagés
ex870831X00	Garnitures de freins montées, usagées
ex870839L00	Autres, usagés
ex870840K00	Boîtes de vitesses, usagées
ex870850B00	Ponts avec différentiel, même pourvus d'autres, usagés
ex870860N00	Essieux porteurs et leurs parties, usagés
ex870870F00	Roues, leurs parties et accessoires, usagés
ex870880H00	Amortisseurs de suspension, usagés
ex870891B00	Radiateurs, usagés
ex870892B00	Silencieux et tuyaux d'échappement, usagés
ex870893W00	Embrayages et leurs parties, usagés
ex870894N00	Volants, colonnes et boîtiers de direction, usagés
ex870899X00	Autres, usagés
